

Monsieur le Recteur de Paris, Mesdames et Messieurs les représentants de l'académie de Paris,
Monsieur le Maire de Paris, Mesdames et Messieurs les élu-es,

Monsieur le Recteur de Paris, c'est à vous que je vais m'adresser en premier car ce dont on discute ce soir, c'est de l'école et l'école c'est l'Etat. Une nouvelle fois, nous vous demandons d'accentuer l'intervention de l'académie pour que les écoles parisiennes retrouvent la sérénité, un climat indispensable à leur bon fonctionnement.

Le débat doit revenir sur le fond des questions. La question centrale est bien celle de l'école et c'est à l'école que l'on lutte contre l'échec scolaire.

Le temps péri-scolaire est d'importance, il doit être de qualité bien sûr, il doit être articulé avec le temps scolaire, une concertation régulière doit avoir lieu entre les différents professionnels qui interviennent dans les écoles. Toutefois, il n'intervient qu'en complément du temps scolaire. De ce point de vue, la confusion entre ces deux temps, entretenue par Monsieur le Ministre et Monsieur le Maire, mène à la catastrophe. Les enseignants, avec les élèves, sont les premiers à souffrir de la semaine Darcos et sont loin de se complaire dans cette organisation qui leur a été imposée.

Le raccourci entre l'échec scolaire, notamment celui des élèves issus des milieux sociaux les plus défavorisés et le nombre de jours d'école par an est quelque peu simpliste. **L'absence de démocratisation de notre système scolaire dépend surtout des contenus et méthodes d'enseignement, des effectifs dans les classes, de la formation des enseignants, du rétablissement des Rased...la liste pourrait être longue. La question des rythmes n'est qu'un point parmi d'autres.**

De plus, il n'est plus supportable d'entendre les différents élu-es parisiens proposer parfois de manière contradictoire, les nouvelles organisations de notre temps de service : après les annonces d'allongement de la pause méridienne, nous entendons maintenant que les enseignants d'école maternelle pourraient commencer l'an prochain leur service à 9h15, en élémentaire, le finiraient à 15h ou 15h45...

Nous sommes au mois de février, Monsieur le Recteur, vous ne pouvez plus rester muet, c'est à vous qu'il revient d'organiser notre temps de service, il n'est plus tolérable qu'il soit évoqué avec tant de légèreté par des élu-es municipaux qui se croient décideurs en la matière. D'ailleurs, le décret Peillon dont nous demandons l'abandon leur donne effectivement ce pouvoir, le paraphe du Dasen au projet déposé par la Ville n'est qu'un paravent à ce transfert de compétence.

Enfin, concernant la manifestation de mardi dernier, l'ensemble des sections du SNUipp-FSU d'Île de France et l'intersyndicale parisienne vous ont interpellé Monsieur le Recteur sur le gazage inacceptable des manifestants en fin de manifestation. Cela a nécessité l'intervention des pompiers pour soigner certaines victimes de ces violences policières inacceptables. Est-ce là la nouvelle vision ministérielle du dialogue avec les enseignant-es, passer du dénigrement verbal aux violences policières ? D'ailleurs, le SNUipp-FSU tient à vous demander si vous êtes d'accord avec les propos outranciers et insultants que le Ministre a

tenu hier soir à la télévision : la situation que nous vivons à Paris et je cite n'est-elle qu' « une hystérie qu'il convient de dégonfler » ?

Monsieur le Maire, le SNUipp-FSU va vous interpeller uniquement sur votre champ de compétence. Vous avez changé de ton, vous nous avez fait des promesses qui reviennent sur dix ans de politique sociale et éducative municipale, nous les actons et les mettons au crédit de la mobilisation des enseignants, des animateurs et des parents. Depuis un mois, l'équipe municipale répète tel un mantra « concertation, concertation, concertation ». Quel dommage que vous ayez attendu quatre mois pour répondre à notre demande de dialogue et que pendant ce temps, la Mairie ait créé de toute pièce un climat de colère et d'inquiétudes dans les écoles.

Cet attachement affiché à la négociation est d'ailleurs quelque peu contradictoire avec le fait que vous continuiez à réserver la primeur de vos annonces à la presse.

Certain-es prennent notre demande de non application en 2013 de la réforme contestée des rythmes Peillon pour la manifestation de « crispations ». Nous vous réaffirmons que cela est du pragmatisme : comment imaginer trancher cette question en un mois et demi, ne serai-ce qu'au regard de l'impact qu'elle a sur la vie de près de 136 000 élèves, la vie personnelle et professionnelle de leurs parents et sur celle des personnels qui concourent à la bonne marche du service public d'éducation ? Comment imaginer trancher cette question en un mois et demi de débat dans le climat actuel, climat que la Mairie a elle-même instaurée au sein des écoles parisiennes ?

Un mois et demi de déclarations inquiétantes comme celle de Mme Brossel de mercredi dernier de donner une enveloppe budgétaire par école pour réaliser je ne sais quels projets dès la rentrée...

Ce débat aura au moins permis que les problèmes rencontrés au sein des écoles parisiennes franchissent les portes de l'Hôtel de Ville, je me permets de donner un coup d'accélérateur à la transmission des revendications que porte le SNUipp-FSU auprès de la Ville depuis des années. Je vous remets donc un récapitulatif de celles-ci, document remis voilà près de trois ans à la DASCO et à Mme Brossel.

Pour conclure, Monsieur le Recteur, Monsieur le Maire, nous ne voulons ni du statu quo Darcos, ni du bricolage Peillon. Organisez les états généraux pour l'école à Paris pour qu'enfin, l'école soit transformée et ce de manière ambitieuse.

Changer pour changer, c'est stérile, changer c'est pour du mieux, du mieux pour les élèves et du mieux pour l'ensemble des personnels et cela, ça nécessite du débat et pour cela, il nous faut du temps.